



ÉVOLUTIONS DE POPULATION DANS LES AIRES SOUS INFLUENCE URBAINE DE 1954 À 1990

*Tendances générales et typologie d'évolution
des espaces internes aux ZPIU¹*

Jean ALLAIN,
Yves ROBIN

La population « urbaine » est si évolutive dans l'espace et le temps que les analyses comparatives des territoires sont rendues difficiles mais d'autant plus indispensables pour relativiser les évolutions observées dans les agglomérations et leurs zones d'influence.

D'où l'idée de comparer les évolutions démographiques entre 1954 et 1990 des aires sous influence urbaine - les zones de peuplement industriel et urbain (ZPIU) dans leur délimitation de 1990 - puis de se servir de leurs délimitations aux recensements successifs pour créer une typologie des espaces internes qui les composent : communes devenues urbaines, communes rurales incluses en ZPIU pour analyser l'évolution de chaque type d'espace.

De 1954 à 1990, les communes urbaines ont accueilli 14 des 15 millions des habitants supplémentaires de la France métropolitaine, de sorte que la population des unités urbaines représente 73 % de la population totale en 1990 contre 63 % en 1954. Toutefois, cette définition des communes urbaines, qui privilégie la continuité du bâti comme critère de délimitation des zones urbanisées, ne suffit plus à rendre compte d'une urbanisation devenue phénomène de société et, en définitive, modèle de la quasi-totalité du territoire.

Dès 1962, la délimitation de « zones de peuplement industriel et urbain » (ZPIU) est venue nuancer cette opposition entre villes et campagnes, en proposant une vue plus extensive de l'urbanisation et surtout de la péri-urbanisation ; d'autres critères ont été appliqués aux communes rurales : migrations quotidiennes domicile-travail, proportion d'actifs vivant de l'agriculture, taux d'accroissement démographique. Pourtant, les modes de vie urbains ainsi pris en compte par ces nouveaux critères se sont tellement généralisés que ces zones recouvrent aujourd'hui, outre les communes urbaines, la plus grande partie des communes rurales. En 1990, à définitions identiques, seules 8 084 communes rurales restent hors ZPIU contre 27 064 en 1968 et ces zones, au nombre de 603, accueillent 96,4 % de la population alors qu'elles n'abritaient que 79 % des habitants en 1968.

Cet étalement de l'urbanisation ne s'est pourtant pas effectué sans nuances dans le temps et l'espace. Les « gros bourgs » d'hier, qui structuraient l'espace rural, ont perdu de leur importance tandis que les principales aires sous influence urbaine deviennent des zones où se concentre une fraction croissante de la population. Les rythmes d'accroissement de la population ont connu des évolutions fort différentes d'un recensement à l'autre, d'une ZPIU à l'autre et, au sein même des ZPIU, d'une commune à l'autre. Refaire l'historique de ces

¹ Cet article s'appuie sur plusieurs travaux d'études successifs :

- étude de l'Association Bâtitisseur « En ville, en banlieue, à la campagne,... où habite-t-on en France en 1982 ? », réalisée par P.Champion,
- mise à jour de l'étude précédente pour 1990, réalisée par G.Taïeb pour la DAEI (1993),
- « Evolution des espaces français entre 1954 et 1990 - Continuité ou alternance ? », également réalisée par G.Taïeb (1993).

URBANISATION

évolutions pour en dégager les grandes tendances observées, c'est apporter un éclairage aux phénomènes d'éclatement spatial progressif des villes et rechercher une grille d'analyse des espaces aux stades d'évolution successifs que retracent les recensements de population.

La taille démographique est-elle un facteur de croissance ?

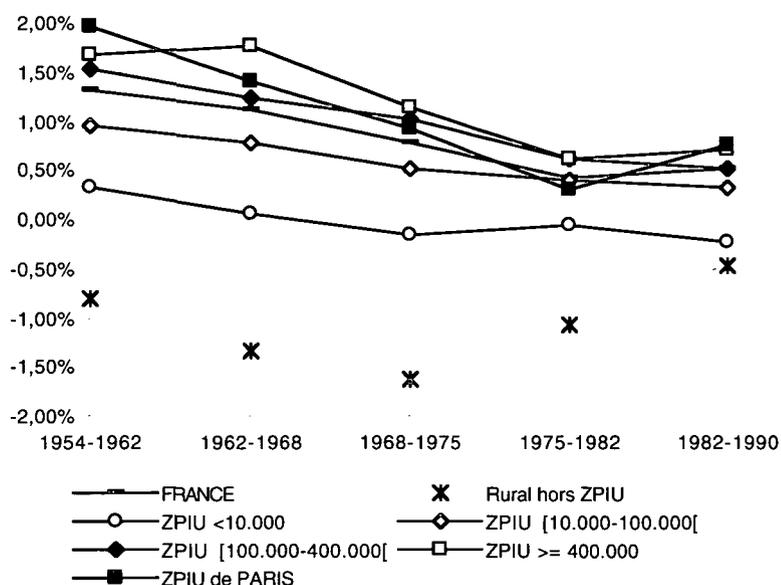
On peut répartir les aires sous influence urbaine de plus de 10 000 habitants entre quatre tranches de taille, de manière à constituer des ensembles de poids de population relativement homogènes.

On constate alors que, dans les espaces ainsi définis, la population s'est très majoritairement concentrée dans les ZPIU comprenant plus de 100 000 habitants en 1990, qui accueillent à cette date 71% de la population de la France (contre 65 % en 1954). Les zones de 10 000 à 100 000 habitants ont certes accueilli près de trois millions d'habitants mais leur poids dans la population n'est plus que de 24 % contre 26 % en 1954 ; les petites zones et les communes rurales hors ZPIU représentent désormais moins de 5 % de la population contre près de 9 % en 1954. Cette concentration de la population vers les grandes aires sous influence urbaine apparaît comme une tendance lourde sur la période : elle est progressive et s'accroît d'autant que le niveau de population est plus élevé.

La taille des aires sous influence urbaine et leur taux d'accroissement annuel moyen sont fortement corrélés

Le taux de croissance des différents groupes de ZPIU augmente avec leur taille, des moins peuplées aux plus peuplées, et seuls les groupes de zones comptant plus de 100 000 habitants ont un taux de croissance supérieur à la moyenne française (+ 35 % entre 1954 et 1990). La seule exception, flagrante mais temporaire, est celle de la ZPIU de Paris dont le taux d'accroissement moyen a diminué de 1962 à 1982 ; il est même, entre 1975 et 1982, le plus faible de tous les groupes d'aires urbaines de plus de 10 000 habitants. Cette évolution particulière apparaît comme une conséquence directe des efforts déployés en matière d'aménagement du territoire au cours des années soixante et soixante-dix : décentralisation industrielle, renforcement des métropoles régionales et développement des aires sous influence urbaine du bassin parisien.

**TAUX D'ACCROISSEMENT ANNUELS COMPARES
DES ZPIU PAR TRANCHE DE TAILLE**



URBANISATION

Le renforcement du poids démographique des aires sous influence urbaine les plus peuplées est le caractère dominant

Si, au sein de chaque région, on classe les différents groupes de ZPIU définis par la tranche de taille à laquelle elles appartiennent, ce sont certes les zones des régions les plus dynamiques qui croissent les plus vite à taille égale ; cependant, les taux d'accroissement s'élèvent en fonction de la classe de taille démographique des ZPIU (voir tableau 1). Même si on observe une certaine reprise de croissance démographique au cours de la dernière période inter-censitaire dans quelques régions particulièrement dynamiques depuis 1954, cette reprise se manifeste en fait essentiellement dans les aires sous influence urbaine de plus de 100 000 habitants situées dans ces régions.

Tableau 1 - Evolutions régionales de la population entre 1954 et 1990 par groupe de ZPIU (Base 100 en 1954)

REGION*	Type de ZPIU (en nombre d'habitants)					Rural hors ZPIU	Total de la région
	ZPIU de Paris	Plus de 400.000	100.000 à 400.000	10.000 à 100.000	Moins de 10.000		
Limousin			120	116	94	62	101
Auvergne		156	82	110	89	61	109
Poitou-Charentes		93	138	117	94	70	118
Nord - Pas-de-Calais		122	119	110	102	78	119
Bourgogne	147		143	112	90	66	120
Lorraine		134	131	107	83	67	121
Basse-Normandie			157	119	110	68	122
Champagne-Ardenne	72		142	119	94	75	122
Bretagne		164	140	111	94	70	123
Midi-Pyrénées		186	134	116	101	71	126
Aquitaine		144	140	130	102	76	129
Franche-Comté			152	122	114	70	132
Picardie	170		146	115	83	70	134
Pays de la Loire		153	143	125	124	70	135
Alsace		137	133	124		83	135
Centre	156	162	154	124	96	61	138
Haute-Normandie	177	141	145	133	101	65	138
Corse				199	149	78	145
Ile-de-France	147			150		74	147
Languedoc-Roussillon		239	146	136	108	71	148
Rhône-Alpes		158	172	141	93	71	150
PACA		169	223	185	135	96	179

* Régions classées dans l'ordre croissant de l'augmentation de leur population entre 1954 et 1990

Villes-centres et péri-urbanisation : la répartition de la croissance

L'étalement de l'urbanisation et de la péri-urbanisation se traduit pour les ZPIU par un double changement de définition à chaque recensement. D'une part, au sein des aires, le nombre des communes qui s'intègrent dans une continuité de l'habitat augmente et certaines communes antérieurement rurales deviennent urbaines (au sens des unités urbaines). D'autre part, en limites des aires urbaines, de plus en plus de communes rurales vérifient les critères d'influence urbaine, ce qui conduit à les intégrer aux ZPIU, en sorte que les limites de ces zones en 1990 sont devenues jointives sur une bonne part du territoire.

Sur l'ensemble de la période 1954-1990, si on se limitait à distinguer les communes urbaines des communes rurales, on pourrait caractériser l'évolution des espaces internes aux ZPIU (dans leur définition la plus récente de 1990) en soulignant principalement trois types d'évolution :

- un poids relatif des villes-centres qui diminue ;
- une urbanisation dense et continue qui s'étend, surtout dans les villes importantes ;
- des communes rurales qui sont en voie d'intégration (avec des taux de croissance moyens supérieurs à ceux des communes urbaines dans les deux dernières périodes inter-censitaires), tandis que le rural profond hors ZPIU apparaît en voie d'abandon.

URBANISATION

De manière plus analytique, en utilisant la succession des définitions adoptées dans chacun des recensements, on peut constituer une typologie interne de ces aires sous influence urbaine comprenant six espaces :

- les villes-centres ;
- les communes déjà urbaines en 1954 ;
- les communes devenues urbaines entre 1954 et 1975 ;
- les communes devenues urbaines postérieurement à 1975 ;
- les communes rurales qui faisaient déjà partie d'une ZPIU en 1975 ;
- les communes rurales qui n'y ont été intégrées qu'après 1975.

On notera toutefois que la distinction entre les trois catégories de communes urbaines n'est significative que pour les aires urbaines comportant un nombre suffisant de communes, en pratique pour celles de plus de 100 000 habitants. Dans le cadre de cette typologie, les évolutions analysées conduisent à un triple constat :

- tous les espaces internes contribuent à la croissance des aires sous influence urbaine auxquelles ils appartiennent, mais pas au même moment ni dans les mêmes proportions ;
- les évolutions spécifiques à chacun des espaces internes sont plus précoces et plus accentuées dans les aires sous influence urbaine les plus peuplées, ce qui souligne le lien entre la taille des ZPIU et la dynamique de leur croissance ;
- les tendances d'évolution propres à chacun des types d'espaces internes se retrouvent, avec quelques nuances, quel que soit le rythme de croissance global des zones auxquelles ils appartiennent : ils peuvent donc être caractérisés de manière relativement indépendante.

L'analyse de l'évolution de chacun des six types de communes retenus permet de dégager les principales tendances dans le temps et l'espace (*voir graphe 2*) :

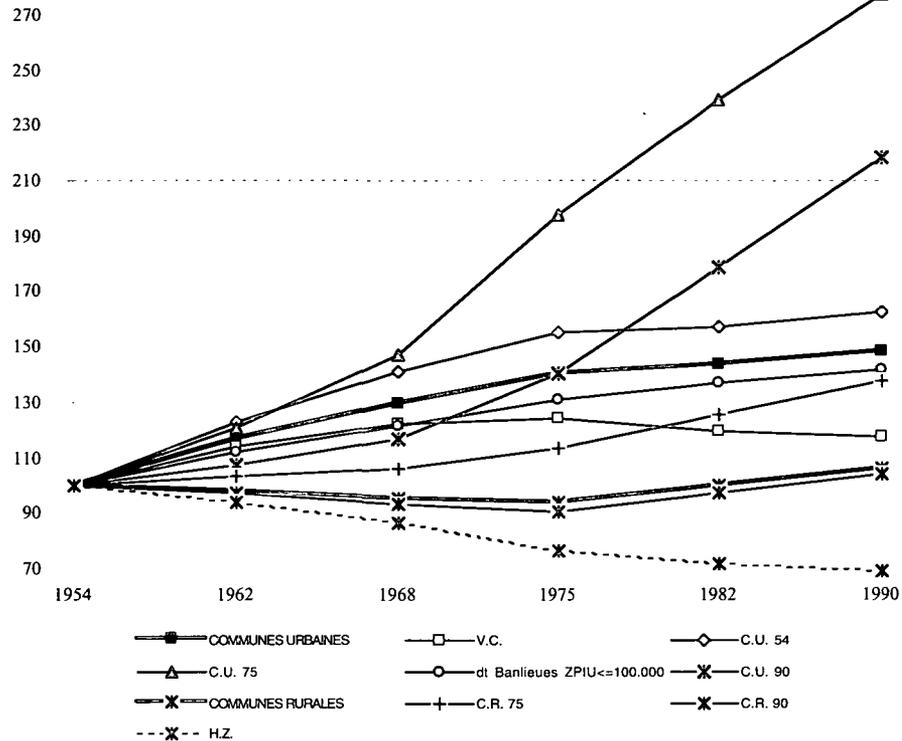
- les villes-centres et les noyaux urbains anciens assurent l'essentiel de la croissance en début de période ;
- l'urbanisation dense s'étend à partir du début des années soixante ;
- la population augmente modérément dans les espaces ruraux proches des communes urbaines et diminue dans les espaces ruraux éloignés des communes urbaines ;
- dans les communes rurales « hors ZPIU », la perte de population est constante sur toute la période.

Ces tendances d'évolution, caractéristiques de chaque type de communes, mettent en évidence plusieurs grands mouvements au cours des trente-six ans étudiés. Tout d'abord, le dépeuplement des villes-centres est avéré ainsi que, dans une moindre mesure, le ralentissement de la croissance des communes déjà urbaines en 1954. Cette évolution des noyaux urbains anciens est en fait plus que largement compensée par la croissance des communes devenues plus récemment urbaines et, dans une moindre mesure, par l'accroissement de la population des communes rurales entrées en ZPIU avant ou après 1975.

Plus récemment, on observe un moindre dépeuplement des villes-centres et une certaine reprise de la croissance des communes déjà urbaines en 1954, tandis que l'accroissement de la population se ralentit sur tous les autres groupes d'espaces et que même la dépopulation des communes rurales restées hors de l'influence des aires urbaines est freinée. Ce retournement des tendances est en partie masqué par la croissance relative des communes devenues urbaines depuis 1954 et la diminution générale des taux d'accroissement de la population ; on peut néanmoins l'interpréter provisoirement comme la fin ou, du moins, le ralentissement des mouvements de « rurbanisation » qui ont marqué ces trente-six ans.

URBANISATION

Evolution de la population par type de communes
France entière



Les évolutions spécifiques des espaces internes sont plus précoces et plus accentuées dans les aires sous influence urbaine les plus peuplées

Si l'on reprend les différents types de communes étudiées pour analyser leurs évolutions relativement à la tranche de taille des zones à laquelle elles appartiennent, on retrouve sensiblement l'évolution générale décrite pour l'ensemble des ZPIU, quel que soit le groupe de taille des zones considérées. Cette analyse souligne cependant, à nouveau, l'importance de la taille de ces aires sous influence urbaine : les phénomènes qui caractérisent les divers sous-espaces ou types de communes apparaissent plus précoces et plus accentués pour les zones les plus peuplées.

On notera en particulier que le dépeuplement ou le ralentissement de la croissance des villes-centres remonte au début de la période (et même au-delà) pour Paris, qu'il apparaît au recensement de 1975 pour les ZPIU de plus de 400 000 habitants alors qu'il ne s'avère qu'en 1982 pour les autres tranches d'aires sous influence urbaine. A cette évolution des villes-centres correspond étroitement, pour chaque groupe de zones, l'accélération simultanée de la croissance des communes devenues urbaines entre 1954 et 1975, puis des communes devenues urbaines entre 1975 et 1990, sous-espaces les plus dynamiques.

Les tendances d'évolution des espaces internes d'une aire sous influence urbaine sont relativement indépendantes de son rythme de croissance

Si, dans chaque groupe de ZPIU de même tranche de taille, on constitue des sous-groupes en fonction du taux d'accroissement annuel moyen de ces zones durant la dernière période inter-censitaire (1982-1990), on met en évidence la « sensibilité » des différents sous-espaces ou types de communes à la dynamique générale des aires auxquelles ils appartiennent.

Les résultats obtenus sont identiques aux précédents, en ce sens que :

- dans les ZPIU à croissance forte, tous les sous-espaces contribuent, mais inégalement, à l'accueil des nouveaux habitants ;
- dans les ZPIU dont l'évolution est faible ou négative, c'est plus particulièrement le noyau urbain de 1954 qui se dépeuple.

URBANISATION

Pour chaque ZPIU, les tendances dégagées peuvent servir de référence à un diagnostic de l'évolution rétrospective de sa structure communale

Connaissant les principales tendances d'évolution des différents sous-espaces des ZPIU ainsi que les accentuations et décalages liés soit à la taille démographique, soit au rythme de croissance, on peut tenter de situer plus précisément dans le temps l'évolution de chacun des types de communes au sein d'un groupe de ZPIU de même taille.

Le principe de la démarche consiste à croiser, au sein de chaque tranche de taille, les groupes de communes par type d'espace selon le type d'évolution observé entre deux périodes inter-censitaires : croissance accélérée, croissance ralentie, croissance puis décroissance, décroissance puis croissance, décroissance ralentie ou décroissance accélérée.

Sur les deux couples de périodes inter-censitaires, 1968-1975 / 1975-1982 puis 1975-1982 / 1982-1990, les grandes tendances d'évolution moyennes par tranche de taille et type de communes précédemment dégagées se confirment pour la majorité des ZPIU.

Ceci permet, en tous cas, de comparer le type d'évolution des différents sous-espaces d'une ZPIU déterminée avec les types d'évolution observés dans les mêmes sous-espaces des zones de même tranche de taille.

L'exemple des aires sous influence urbaine de plus de 400 000 habitants confirme de manière significative les inflexions les plus récentes, à savoir le ralentissement du développement périurbain et le retournement de tendance pour le noyau ancien des villes-centres et des communes déjà urbaines en 1954 :

- le regain de dynamisme de ces grandes aires sous influence urbaine est assez affirmé (elles sont dix en croissance accélérée sur la période 82-90 contre une sur la période précédente) ;
- la majorité des villes-centres de ces grandes zones passe d'une décroissance à une nouvelle croissance ou à une décroissance ralentie et une grande partie des communes urbaines anciennes passe de la croissance ralentie à la croissance accélérée ;
- les communes urbanisées entre 1954 et 1975 ou plus récemment sont majoritairement en croissance ralentie et beaucoup moins nombreuses en croissance accélérée ;
- la majorité des communes rurales anciennes, intégrées dans ces grandes ZPIU dès 1975, n'est plus en croissance mais en croissance ralentie.

L'ensemble des indicateurs utilisés permet de positionner une zone déterminée par rapport aux zones de même taille et aux zones d'une même région. Les référents que constituent les tendances générales dégagées par groupes de taille et pour chacun des types de communes internes à ces aires sous influence urbaine facilitent la mise en évidence des spécificités. Ce diagnostic peut ensuite servir de base à la recherche des éléments d'interprétation de chacune des situations étudiées en élargissant cette fois l'analyse, notamment en fonction de la configuration du territoire, de son évolution économique et des politiques urbaines mises en œuvre. ■